

Recyclage des emballages en plastique (page 3)

Plus qu'urgent



Les déchets des emballages en plastique s'observent partout et la réutilisation de ces derniers est très dangereuse. Cela peut causer moult maladies comme le cancer, la déformation des os, etc.

ECONOMIE

ECONOMIE

PUBLIREPORTAGE



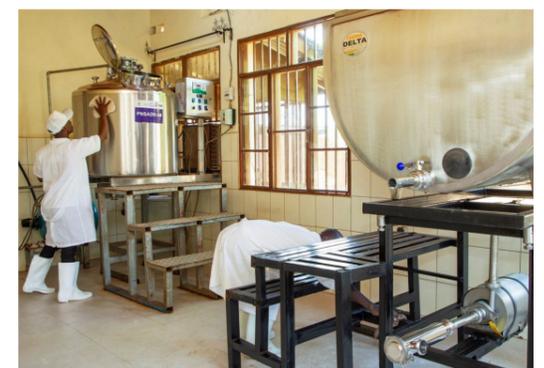
Pénurie du carburant

De mal en pis
(page 3)



ZLECAF

La ZLECAF, une menace ou opportunité ?
(page 4)



PNSADR-IM

Un véritable succès
(page 5)



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023.

Plus de détails à la page 2

Editorial

Des « éléphants blancs » en prolifération



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication.

l'aboutissement de certains projets inquiète plus d'un. Les cas ne manquent pas. Nous citerons à titre illustratif, la construction du barrage hydroélectrique de Mpanda qui devrait produire 10 MW, mais dont les travaux restent au point mort.

L'autre exemple emblématique concerne le barrage hydroagricole de Kajeke ayant une capacité d'irrigation d'une superficie de 3000 ha. De plus, le secteur privé n'est pas en reste. La sucrerie de la fameuse société Tanganyika Business Company n'a pas encore ouvert ses portes dans un contexte de pénurie récurrente du saccharose.

Ce cumul d'échecs est lié en

partie à la mauvaise planification des programmes. Il ne suffit pas de planifier, mais il faut des mécanismes de coordination et de suivi des activités sur le terrain. D'ailleurs, la planification a des valeurs à respecter.

Dans un entretien accordé à notre rédaction en février 2022, Francis Rohero, chercheur et enseignant à l'Université du Burundi avait déploré le non continué de l'Etat. « Nous avons vu plusieurs projets arrêtés juste parce que les autorités ont changé leurs postes. Dans la plupart des cas, celles-ci ne savent pas continuer les projets commencés par leurs prédécesseurs », a-t-il expliqué.

Ces infracteurs mort-nés

constituent une entrave au développement du pays. Les projets se métamorphosent en « éléphants blancs ». Le barrage hydroagricole de Kajeke a déjà coûté plus de 12 milliards de FBu. Les travaux de reconstruction de ce barrage tardent à se concrétiser. La démolition des constructions coûterait environ 2 milliards FBu. Ce qui alourdit le cout de construction dudit barrage.

Le Conseil des ministres du 3 juillet 2019 a statué sur cette question. Il a proposé de refaire le projet qui a coûté à peu près 13 milliards de FBu et de construire un autre barrage à 19 milliards de FBu. Il a également demandé que ceux qui sont impliqués dans l'échec du premier projet soient traduits en

justice, et d'émettre des mandats d'arrêts internationaux pour ceux qui ne sont pas au pays.

Le Chef de l'Etat appelle à la discipline budgétaire. Il recommande à ce que les projets et programmes soient préalablement élaborés avant de penser à l'élaboration du budget. « De cette manière, il sera plus facile au Ministère en charge des finances de chercher les moyens et aux partenaires d'appuyer dans telle ou telle action », fait-il savoir. Désormais, l'adoption du budget par le Gouvernement sera précédée par l'adoption du programme, lit-on dans le communiqué de presse sanctionnant le conseil des ministres du 22 février 2023.

Le pays mobilise des financements conséquents pour investir dans les infrastructures socio-économiques. Malheureusement,



COMMUNIQUE



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023. Le formulaire de déclaration peut être retiré et déposé tous les jours ouvrables de 7h30 à 17h30 à l'Hôtel de Ville sis à l'avenue de l'Université n°1.

Les documents exigés pour les nouveaux contribuables :

1. Une copie de la carte nationale d'identité, 1 photo passeport pour les personnes physiques et pour la succession, l'Acte de notoriété;
2. les copies du registre de commerce, des statuts, du NIF pour les sociétés commerciales privées;
3. les copies du décret et du NIF pour les sociétés commerciales publiques;
4. Une copie de l'ordonnance d'agrément et le NIF pour les ASBL;

Pour les contribuables déjà enregistrés :

Le numéro d'identification du contribuable (NIC) et PPV pour l'impôt foncier et le numéro d'identification du contribuable (NIC) et l'AS pour les taxes.

La Mairie de Bujumbura prie toute personne qui entend/lit le présent communiqué d'en faire une large diffusion. Elle profite de l'occasion pour souhaiter à ses contribuables les meilleurs vœux du nouvel an.

L'Afrique à la quête de sa souveraineté alimentaire

L'insécurité alimentaire plane sur l'ensemble des pays africains. Les chefs d'Etats tentent de mobiliser afin de libérer le potentiel alimentaire de l'Afrique. D'ici 2030, la production agricole pourrait atteindre mille milliards USD. Le journal Burundi Eco revient sur les grandes conclusions du sommet de Dakar



L'Afrique a besoin de financements conséquents pour augmenter la productivité agricole, soutenir les infrastructures, les systèmes agricoles adaptés au climat.

les partenaires au développement s'est clôturée sur une note positive. « Les partenaires au développement se sont convenus d'investir 30 milliards USD pour soutenir la détermination du continent à stimuler la productivité agricole et à devenir un grenier pour le monde », lit-on sur le site de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Au cours des cinq prochaines années, la BAD compte injecter 10

milliards de dollars dans le secteur agricole tandis que la Banque islamique de développement a promis 5 milliards de dollars à l'Afrique.

L'Afrique, grenier du monde ?

L'Afrique est en proie à l'insécurité alimentaire. « Un tiers des 828 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde se

trouve en Afrique », apprend-on de la déclaration de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience. Cette crise récurrente est exacerbée par les effets de la pandémie de Covid-19 et la crise russo-ukrainienne.

Cependant, l'Afrique abrite environ 65% des terres arables non cultivées restantes dans le monde. Elle a le potentiel de produire suffisamment pour se nourrir elle-même et contribuer à nourrir le reste du monde.

Mobilisation des financements

La production agricole de l'Afrique pourrait passer de 280 milliards

USD par an actuellement à mille milliards USD d'ici 2030. Il suffit de lever les obstacles et de mobiliser des financements supplémentaires. L'Afrique a besoin de financements conséquents pour augmenter la productivité agricole, soutenir les infrastructures, les systèmes agricoles adaptés au climat, etc.

Les chefs d'Etats et de gouvernements se sont engagés à instaurer des conseils consultatifs présidentiels de haut niveau pour superviser la mise en œuvre des pactes. En outre, les pays doivent allouer au moins 10 % des dépenses publiques à l'agriculture.

Rédaction

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Tirage : 3000 exemplaires

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 24 Février 2023

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2056	2089	3770	3830
Euro	2179	2214	3930	4000
Shi. Kenyan	16,2689	16,5313	26	26,5
Shi. Tanzanien	0,8792	0,8934	1,2	1,25
Shi. Ougandais	0,5520	0,5610	0,7	0,8
Fr Rwandais	1,8882	1,9186	3	3,06

Le recyclage des emballages en plastique

Une bonne stratégie pour protéger la santé humaine et l'environnement

Le recyclage des emballages ou des sachets en plastique est une bonne stratégie pour protéger la santé humaine et l'environnement. La réutilisation de ces derniers est très dangereuse. Cela peut causer moult maladies comme le cancer, la déformation des os, etc

Dans une conférence de presse organisée mardi le 21 Février 2023, par CEPRODILIC, Emmanuel Irumva, président de cette association a fait savoir que le recyclage des sachets et emballages en plastique est une nécessité pour sauvegarder l'environnement.

Selon lui, il permet de réduire la quantité de déchets produits qui ne cessent d'être jetés à l'air libre et de garder notre planète propre. «Nous disposons d'une usine de recyclage des emballages en plastique. Nous en produisons des pavés, des briques, etc.», indique Irumva.

Pourtant, il s'inquiète du fait que les déchets des emballages en plastique s'observent partout. Il demande aux autres partenaires d'investir dans le recyclage de ces déchets pour qu'ils soient une opportunité au lieu d'être un défi.

Sinon, il fait remarquer que ces déchets peuvent entraîner la pollution de l'eau et de l'air ainsi que la propagation des maladies infectieuses.

Constantin Nayisi, conseiller à la direction générale de l'environnement, des ressources en eau et de l'assainissement au ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage demande de redoubler d'efforts



Les déchets des emballages en plastique s'observent partout.

pour recycler les emballages en plastique ou à usage unique.

La réutilisation des emballages en plastique est dangereuse

Selon Nayisi, la réutilisation de ces emballages est dangereuse. Il explique que ces emballages sont fabriqués à partir des résidus du carburant. Et si on déverse un litre de carburant dans les eaux du lac Tanganyika, il a souligné que tout un km2 de ce réservoir d'eau douce est pollué.

Selon lui, il y a des emballages de type polychlorure de vinyle (PVC)

qui sont très dangereuses du fait qu'ils contiennent des éléments comme le plomb très nuisibles à la santé. Il y a aussi un autre élément appelé DEHA qui est un produit chimique susceptible de provoquer le cancer.

Il peut aussi avoir des effets sur le foie, les reins et la formation osseuse. Les exemples d'emballages qui contiennent le PVC sont entre autres les bouteilles d'eau minérale, de vin, de vinaigre, les flacons, les boîtes alimentaires, etc.

Nayisi cite aussi les emballages qui contiennent du polypropylène (PP). Ce sont à titre illustratif les pots de yaourt, les biberons, etc. Et

d'expliquer que le polypropylène contient le styrène considéré comme toxique pour le cerveau et le système nerveux. Il a des effets indésirables sur le foie, les reins, l'estomac, les globules rouges, etc.

Claire Kayoboke, directrice générale a.i de l'environnement, des ressources en eau et de l'assainissement précise qu'il y a déjà une loi du 8 août 2018 qui interdit l'importation, la fabrication et la commercialisation des sachets et emballages en plastiques.

Selon Kayoboke, cette loi prévoit même des sanctions pour les récalcitrants.

Quid des emballages autorisés ?

Seulement, Kayoboke a fait remarquer qu'il y a une certaine catégorie d'emballages qui n'est pas visée par cette loi. Ces sont entre autres les emballages biodégradables, les emballages utilisés dans le secteur sanitaire, les emballages utilisés dans les industries, les tuyaux de canalisation de l'eau et les sachets utilisés dans les tentes. Et d'ajouter les emballages ou les sachets utilisés dans les travaux de recherche, les emballages ou les sachets utilisés dans les écoles sous forme de matériel didactique.

Fidèle Nsengiyumva, commissaire chargé des projets à la chambre sectorielle de l'hôtellerie et de tourisme à la CFCIB affirme que le recyclage des emballages et sachets en plastique est la bonne stratégie pour protéger la santé humaine et l'environnement.

Pourtant, il indique que le financement de ce secteur pose problème au moment où pour installer une usine de recyclage, on a besoin des machines haut de gamme qui nécessitent une cagnotte non négligeable d'argent. Pour cette raison, il a suggéré que l'organisation des Etats généraux de la gestion des déchets pour trouver une solution durable.

Notons que le Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité (BBN) a fait remarquer que la date limite de l'utilisation des emballages à usage unique est le 26 février de cette année. Après cette date, des sanctions sévères seront infligées aux récalcitrants.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ECONOMIE

Pénurie du carburant

De mal en pis

La pénurie du carburant de type essence peine à trouver une solution durable dans la Mairie de Bujumbura. Des files kilométriques de véhicules attendant de s'approvisionner en essence s'observent ici et là sur les quelques stations-service qui en servent encore. La recherche de cet article indispensable dans la vie de tous les jours exige la patience et le courage, parfois même la ronde. Le seul souhait pour les utilisateurs des véhicules c'est que ce problème soit résolu une fois pour toutes

Nous sommes dans la matinée du jeudi 23 février 2023. Dans les différentes rues de la capitale économique Bujumbura, le trafic n'est pas si intense comme on avait l'habitude de le voir. Cela avec raison car, avec l'actuelle pénurie du carburant de type essence, beaucoup de véhicules sont soit à sec soit sur les files d'attente devant les différentes stations-service.

La plupart des stations-service que nous avons visité entre 8 heures 30 et 10 heures étaient carrément à sec. Sur d'autres par contre, pas question de demander s'il y a de l'essence ou pas. Ça crève les yeux. Les files kilométriques de véhicules s'y trouvant indiquent que l'essence

est disponible ou va être disponible dans les heures à venir.

C'est le cas de la station-service LYBAJAS située au quartier Ngagara, exactement sur la route nationale numéro 9. Il s'y observait des files kilométriques de voitures attendant d'être servies en carburant de type essence. Les files étaient tellement longues que les voitures formaient trois colonnes au tour de cette station-service. Sur la première colonne, les voitures étaient alignées les unes après les autres jusqu'en face de l'église catholique de la police sur la RN9. De l'autre côté, sur cette même route, la file des voitures allait jusqu'aux environs du camp Municipal de Ngagara. Sur le pavé perpendiculaire à la RN 9 (Rue Nyankona), la file allait jusque devant le camp militaire de Ngagara. Des motards avec des réservoirs dans la main cherchaient désespérément où ils pouvaient s'approvisionner en carburant.

Quand la pénurie du carburant exige la ronde

Dans l'espoir de pouvoir enfin trouver où ils peuvent enfin s'approvisionner en carburant, certains chauffeurs prennent l'option qui n'est pas la plus facile. Celle de rester devant les stations-service jusqu'à ce qu'ils soient servis, peu importe le temps qu'ils vont y passer. Dans telle quête à la



La recherche de cet article indispensable dans la vie de tous les jours exige la patience et le courage, parfois même la ronde.

recherche de l'essence, il ne faut surtout pas être pressé. La patience et le courage sont exigés. Il suffit juste d'avoir de l'information que cette station-service va distribuer du carburant dans les heures à venir. D'ailleurs devant certaines stations-services, il y avait de longues files de voitures, les stations n'étaient pas en train de distribuer le carburant. C'est le cas de la station-service LYBAJAS de Kigobe ou sur la station-service Mogas qui se trouve sur le Boulevard Melchior Ndadaye.

Un chauffeur de taxi rencontré à Ngagara nous a partagé de son aventure. Il faisait la queue sur la station-service depuis mercredi le 22 février 2023 vers 13 heures. Cette station-service n'était pas en train de distribuer le carburant à cette heure-là. Pourtant, notre interlocuteur n'était pas le premier à manquer le carburant. Apparemment, il y avait beaucoup d'autres voitures qui sont restées devant cette station depuis mardi, en attendant une éventuelle distribution de l'essence. Son unique souhait c'est que cette

problématique puisse trouver une solution durable.

Présentant les réalisations du gouvernement au cours du Premier trimestre de 2023, Gervais Ndirakobuca, premier ministre de la République du Burundi a fait savoir que la pénurie du carburant est due à un couac qui s'est manifesté dans la gestion du carburant.

Florence Inyabuntu

La ZLECAf, une menace ou opportunité ?

Le 36^{ème} Sommet ordinaire des chefs d'Etats et gouvernements de l'Union Africaine s'est penché sur l'opérationnalisation de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf). Une année après le dépôt des instruments de ratification, le Burundi cherche les voies et moyens de conquérir ce grand marché. Analyse

Le chef d'Etat du Burundi Evariste Ndayishimiye a participé au 36^{ème} sommet ordinaire des chefs d'Etats et gouvernements de l'Union Africaine du 18 au 19 février 2023 qui s'est tenu à Addis- Abeba. Les échanges se sont articulés autour du thème : « Accélération de la mise en œuvre de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) ». Il a partagé l'expérience du Burundi pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes acteurs-clés dans la mise en œuvre de la ZLECAf. A son retour, il a annoncé que le Burundi fera le nécessaire pour avancer courageusement et certainement vers l'accélération de la mise en œuvre de cette dernière.

La ZLECAf, une opportunité pour le Burundi ?

Dans sa mission, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) permet d'augmenter les débouchés, et de stimuler le commerce intra-africain en permettant de faire les affaires plus facilement sur tout le continent. Elle est d'autant plus bénéfique pour les pays qui disposent de beaucoup de produits à exporter. Au cas où la ZLECAf serait convenablement mise en œuvre, le Burundi bénéficierait de beaucoup d'avantages économique, entre autres : commercer avec le



La mise en oeuvre de la ZLECAf permettrait de réorganiser les marchés et les économies de la région.

monde extérieur sans barrières tarifaires et attirer les investisseurs étrangers. Pour ce faire, le pays aura des produits de qualité et les revenus vont augmenter.

Miser sur les produits manufacturés

Selon la Banque Mondiale, «si elle est pleinement mise en œuvre, la ZLECAf permettrait de réorganiser les marchés et les économies de la région. D'ailleurs, dans la perspective de la mise en place effective de la ZLECAf, de nombreux pays africains mettent en place

des stratégies de transformation de leurs produits locaux pour plus de valeur ajoutée et pour mieux augmenter leurs parts dans les échanges intra-africains.

Les statistiques de la Banque Mondiale montrent que la ZLECAf va augmenter les revenus du continent de 450 milliards de dollars d'ici 2035. Ce qui est important sachant que le PIB du continent se situe actuellement autour de 3.400 milliards de dollars. D'où l'important gain que procurerait la mise en place de ce marché commun africain.

Quel est l'état des lieux de la mise en place de la ZLECAf ?

A l'heure actuelle, 44 pays ont déjà ratifié l'accord mettant en place la ZLECAf. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union Africaine évoque certains piliers indispensables à la mise en œuvre de la ZLECAf à savoir : les infrastructures, l'énergie et la digitalisation. « Nos efforts de positionnement international doivent s'intensifier en faveur d'un multilatéralisme revivifié, propice à une présence dans les espaces où

se prennent les décisions mondiales stratégiques ».

D'après Antoine Bouët, directeur du Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), la mise en œuvre effective de la ZLECAf enregistre des retards records à cause non seulement de la pandémie de covid-19, mais aussi à cause de la guerre menée contre l'Ukraine par la Russie qui entraîne la hausse des prix à l'échelle mondiale. Les chefs d'Etats africains sont invités à résoudre surtout les questions sécuritaires en République Démocratique du Congo, au Mali, au Burkina-Faso et en Guinée en attendant la mise en place effective de la ZLECAf.

Les défis ne manquent pas

Au Burundi, les exportations sont de loin inférieures aux importations. Pour ce faire, nous sommes obligés de produire beaucoup pour ne pas être un marché d'écoulement, sachant que même les industries se trouvant sur notre territoire ne sont pas en mesure d'entrer en compétition avec celles de la sous-région, comme celles du Kenya par exemple. Le chef de l'Etat invite les opérateurs économiques à se préparer davantage au risque d'être inondés par les exportations des puissances économiques. Le déficit des infrastructures socio-économiques, surtout les routes, la mauvaise qualité des moyens de transport et des voies aériennes font aussi partie des défis pour le pays.

La ZLECAf va booster la croissance des économies africaines, mais les Etats membres doivent d'abord développer des partenariats pour accroître les échanges intra-africains.

Aline Niyibigira

COMMERCE

Quand la commercialisation des bananes mûres fait vivre les ménages

Les femmes qui exercent la commercialisation des bananes mûres affirment qu'elles engrangent des revenus qui leur permettent de prendre en charge leurs familles malgré que ces fruits sont chers. Ils ne sont pas disponibles en grande quantité étant donné que la culture du bananier est menacée par différentes maladies

Nous sommes au marché communément appelé Chez Sion. Vers 10h, un reporter de Burundi Eco atterrit dans les enceintes de ce marché. Il pénètre jusqu'à l'endroit destiné à la commercialisation des bananes mûres.

Avec un air bon enfant, les femmes qui exercent au quotidien ce métier nous accueillent. «Kalibu Papa», invite Mme Chantal Kezakimana. Et de commencer à proposer aux clients les prix : «Je vends un régime de petites bananes à plus de 30 000 FBu. Au détail, 10 pièces de petites bananes coûtent 2500 FBu».

Pour les autres types de banane, trois pièces de banane mûre dénommée Rubone s'achètent à 1000 FBu. Elle laisse entendre qu'elle ne travaille pas à perte. Elle parvient à enregistrer un bénéfice de plus de 10 000 FBu par jour.

Et d'affirmer que ces revenus lui permettent de prendre en charge



Les femmes qui exercent la commercialisation des bananes mûres affirment qu'elles enregistrent des bénéfices qui leur permettent de prendre en charge leurs ménages

ses sept enfants sans attendre l'appui de son mari.

Mme Alima abonde dans le même sens. « Avec ces fruits, je ne manque jamais 10 000 FBu par jour ».

Un métier qui n'est pas destiné aux paresseux

Pourtant, ces femmes indiquent que ce métier n'est pas destiné aux paresseux. «Nous nous réveillons

très tôt le matin pour nous approvisionner en bananes mûres à Gasozo, une localité située dans la commune Isale de la province Bujumbura», expliquent-elles. A cet endroit, on y achète des bananes mûres de type «Rubone», variété de loin la plus convoitée.

Quant aux petites bananes mûres, on s'approvisionne à partir de ceux qui les achètent dans la province de Makamba.

Elles font savoir que l'approvisionnement en ces denrées n'est pas facile. Elles ne sont pas disponibles en grande quantité suite aux différentes maladies qui menacent la culture du bananier. Un autre défi qui s'observe souvent est la pénurie du carburant. Avec tous ces défis, les prix des bananes mûres flambent.

Sinon, elles font savoir qu'elles font tout le possible pour écouler

quotidiennement toute la cargaison de bananes mûres en leur possession, car elles ne disposent pas d'infrastructures destinées à la conservation de ces fruits. «Nous payons même les commerçants ambulants pour essayer de vendre toutes ces bananes mûres en notre possession de peur qu'elles ne s'abîment», concluent-elles.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Un véritable succès

Avec un taux de réalisations physiques de 97% contre les réalisations financières de 96%, le Programme National pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural des régions de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM) constitue un exemple des programmes qui ont réussi. Après 8 ans d'exécution et surtout dans un contexte difficile, ce programme laisse un riche héritage à la population burundaise en général et aux ménages bénéficiaires de ce programme en particulier

« Comme la plupart des projets financés par le FIDA, le PNSADR-IM a enregistré de bons résultats visibles et palpables », se réjouit Prosper Dodiko, secrétaire permanent au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE). C'était lors d'un atelier national d'achèvement du PNSADR-IM, tenu à l'hôtel source du Nil de Bujumbura, vendredi le 17 février 2023. Cet atelier visait entre autres l'évaluation de la performance d'exécution globale du programme et des résultats atteints par rapport aux objectifs initiaux.

Comme l'ont témoignée les différentes parties prenantes, ce programme laisse un riche héritage. D'abord à la population burundaise en général et aux 65.868 ménages bénéficiaires de ce projet en particulier. Selon Damase Ntiranyibagira, coordonnateur national du PNSADR-IM, les résultats de ce programme sont très satisfaisants. « Confronté à pas mal de défis, le PNSADR-IM a pu enregistrer des résultats très satisfaisants. Au niveau des réalisations physiques, au cours de ces 8 dernières années, 97% des objectifs du PNSADR-IM ont été atteints. Au niveau de l'exécution financière, le projet a été exécuté à 96% », rapporte-t-il.

Une réussite dans un contexte difficile

« A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire », a dit un sage. Si ce projet a été un véritable succès, ce n'est pas parce que tout a été rose. D'ailleurs, il a été guetté par beaucoup de défis. Comme l'a expliqué M. Ntiranyibagira, dès le début du projet, ils ont fait appel à



Damase Ntiranyibagira, coordonnateur national du PNSADR-IM : « Confronté à pas mal de défis, le PNSADR-IM a pu enregistrer des résultats très satisfaisants ».

des bureaux étrangers pour faire les études des marais. Ces dernières ont duré autour de 2 ans et demi. « Quand les études des marais prennent un bon bout de temps, cela grignote sur la durée d'exécution du projet », regrette-t-il. La crise sociopolitique qu'a traversée le pays au courant de l'année 2015 n'a pas été sans impact néfaste sur le PNSADR-IM.

Il s'ensuivit la pandémie de la COVID-19. Cette dernière n'a pas facilité l'acquisition et l'importation des équipements qui devraient être achetés à l'étranger. « Ce sont notamment 4 décortiqueuses de riz qui ne sont jamais arrivées parce qu'elles devaient nous parvenir de Chine, mais ce pays avait fermé ses frontières », fait savoir M. Ntiranyibagira. Il y a eu pendant cette période le renchérissement des coûts des transports internationaux, la pénurie du carburant, parfois aussi le manque de devises, les problèmes liés aux changements climatiques, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, pour ne citer que ceux-là. Tous ces facteurs exogènes ont fait qu'il y ait 3% des activités physiques qui n'ont pas été réalisées.

Un projet bourré d'innovations

Le projet PNSADR-IM a apporté pas

autres projets financés par le FIDA. Le système participatif mis en place a permis au programme de transférer la responsabilité de la collecte des données primaires aux différents partenaires de mise en œuvre (BPEAE, ACORD, OPP-VA, CAPAD, ISABU, CNIAAG). La saisie et la transmission des données ont été faites trimestriellement selon un calendrier préalablement établi et les données sont généralement ventilées par sexe.

On doit à ce programme beaucoup d'autres grandes réalisations comme, les marais aménagés, les pistes réalisées et réhabilitées, les infrastructures de stockage et de transformations rendus disponibles, les petits producteurs formés sur les techniques modernes de cultures, la structuration d'une coopérative, pour ne citer que celles-là.

La pérennisation du projet avant tout

Selon Damien Mama, Coordonnateur résident des Nations Unies au Burundi, la pérennisation des acquis et le renforcement de tout ce qu'on a eu comme progrès dans sa mise en œuvre du PNSADR-IM est indispensable. Pour permettre la pérennisation et le renforcement des acquis du PNSADR-IM, il a été recommandé au gouvernement du Burundi entre autres de poursuivre et de renforcer la stratégie de désengagement (gestion des marais, aménagement des bassins versants, collecte et gestion des redevances, etc.). Selon M. Ntiranyibagira, il faut également que le gouvernement privilégie l'électrification des communes abritant des mini-laiteries performantes mises en place par le PNSADR-IM.

Au FIDA, il a été recommandé entre autres de prévoir les ressources nécessaires en vue de consolider les ouvrages et les mesures d'accompagnement des bénéficiaires pour une meilleure appropriation. Il lui a également été recommandé de réaliser des études pour identifier et valider les modèles économiques de gestion et d'exploitation des unités de transformation mises en place par ce programme. Cela dans le cadre de la relation entre les coopératives et le secteur privé.

Le Programme National pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural des régions de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM) est un programme du Gouvernement du Burundi financé par un don du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du GAFSP et un prêt de l'OFID. Le financement global s'élevait à 58,4 millions USD. Ce programme a été exécuté dans les plaines des provinces de Bubanza, Bujumbura et Cibitoke pour la région de l'Imbo et dans les dépressions des provinces de Rutana et Ruyigi dans la région du Moso.

Ce projet visait le renforcement des infrastructures hydroagricoles au niveau des marais et des plaines et le désenclavement des zones de production. Il visait également le développement et la structuration des filières riz et lait, mais aussi à appuyer la diversification de la production et à améliorer la situation nutritionnelle de la population. Il visait enfin le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs du développement agricole en relation avec les filières ciblées.



Damien Mama, coordonnateur résident des Nations Unies au Burundi : « La pérennisation des acquis et le renforcement de tout ce qu'on a eu comme progrès dans sa mise en œuvre du PNSADR-IM est indispensable ».

mal d'innovations dans différents secteurs d'activités. Nous pouvons citer entre autres, l'innovation au niveau de la production des semences bovines utilisées dans l'insémination artificielle. Comme l'explique M. Ntiranyibagira, auparavant le Burundi importait les semences bovines à partir de l'Europe. Mais, actuellement, grâce à l'appui de ce projet, les semences bovines sont produites par le Centre National d'Insémination

Artificielle (CNIA) au Burundi. Cela réduit l'importation des semences bovines et permet ainsi l'économie des devises. Cela contribue également à l'accompagnement de la politique de la stabulation permanente des animaux. Au niveau de la conservation du lait, il y a eu pour la première fois au Burundi l'utilisation de l'énergie photovoltaïque dans les différents centres de collecte de lait installés dans les communes de la région du Moso où il n'y a pas de l'électricité courante.

Le PNSADR-IM a développé dans sa zone d'intervention la culture du riz. Le rendement du riz dans la région de l'Imbo est passé de 4 tonnes à 4,2 tonnes/ha contre 6,5 tonnes/ha prévues par le projet, soit un taux d'augmentation de 5%, celui relevé dans la région du Moso est passé de 2,5 tonnes à 3,2 tonnes/ha contre 4,5 tonnes/ha espérées, soit un taux d'augmentation de 28%. Il y a eu également l'introduction des décortiqueuses de riz performantes. 15 sur 19 décortiqueuses prévues, soit 79% ont été installées et mises à la disposition des coopératives. Ces décortiqueuses ont la capacité de produire du riz blanc de plusieurs grades sans impuretés.

Au niveau du suivi-évaluation, le PNSADR-IM a mis au point un Système de Suivi-Evaluation Automatisé et Décentralisé (SEAD). Avec ce système, les statistiques sont produites à la base et sont consolidées au niveau national. Ce système s'est révélé être une innovation et a été transposé aux



Confronté à pas mal de défis, le PNSADR-IM a pu enregistrer des résultats très satisfaisants.

“Choisir HOPE DESIGN
c'est opter pour le meilleur”

Hope Design
Imprimerie



Nos services

- Imprimerie
- Fabrication des cachets
- Agence de communication



Le journal se rapproche
de ses lecteurs.
Il va diffuser des
informations en
continue et en
intégralité 24h/24.

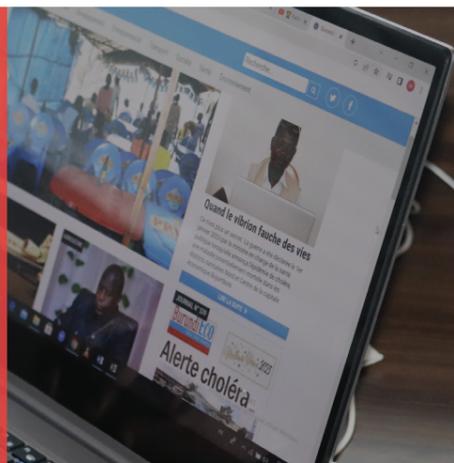
f Imprimerie.hopedesign.3 @hopedesignimprimerie S hopedesign1

(+257)22 27 59 44 (+257) 61 103 103 / 79 101 111 hopedesign@hopedesign.bi

www.hopedesign.bi Siège: Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'EX-BINUB



AVIS A
NOS CHERS
LECTEURS



La direction du journal porte à la connaissance du public en général et de ses lecteurs en particulier qu'il a déménagé vers son nouveau siège social situé sur la chaussée d'Uvira dans l'immeuble abritant les bureaux de l'Imprimerie Hope Design. Ce déménagement faisant partie intégrante des réformes visant à restructurer les formats de publication pour cette année 2023.

En plus du bulletin trimestriel « Dossier Pédagogique », le journal diversifie ses canaux de diffusion en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux. A l'ère du numérique, la désinformation et les rumeurs inondent les réseaux sociaux. Pour ce faire, le journal Burundi Eco veut exploiter ses plateformes numériques (site web, Facebook, Twitter) pour informer sur l'actualité socio-économique.

Dans cette optique, le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24. Rejoignez dès maintenant des milliers d'internautes du village planétaire qui nous suivent à travers le monde. Ainsi, vous recevrez des flashes d'informations et une revue de la presse directement sur votre téléphone portable. Tout lecteur qui souhaiterait rejoindre le club de plus de 17 000 lecteurs qui reçoivent chaque semaine le journal peut soumettre d'ores et déjà une manifestation d'intérêt à l'adresse mail : info@burundi-eco.com.

Le Journal Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web du journal www.burundi-eco.com. Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

POUR PLUS DE DETAILS

Benjamin KURIYO, Directeur de publication
Tél : 65 80 00 09 / 79 787 548
Email : direction@burundi-eco.com

Mélance BUREGEYA, Directeur Général,
Tél : 76 109 109
Email : bmelance@hopedesign.bi

SUIVEZ-NOUS SUR :

- @BurundiEco
- @Journal BurundiEco
- +257 65 800 009

Burundi Eco, une voix pour le développement social et économique.



NOUS RENDONS
VOTRE ENTREPRISE
ENCORE PLUS
MEILLEURE



A PROPOS

Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web www.burundi-eco.com. Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

POURQUOI NOUS CHOISIR ?

- On vous offre une visibilité accrue et l'accès à des publics différents.
- On vous offre une vitrine extraordinaire pour améliorer globalement l'image de votre marque.
- Améliorer la fidélité envers votre marque.
- On vous aide à recueillir rapidement les avis et les commentaires sur vos produits et services.



MEDIA

- Conception du contenu pour site Web.
- Gestion et alimentation des réseaux sociaux pour nos clients.
- Publireportage et marketing par e-mail.
- Programmes d'avis clients.
- Dossier de presse et magazines pour nos clients.
- Agence de presse et photos.



EVENT

- Event Design & production.
- Event Management.
- Concept development.
- Shopping Mall Decoration.
- Audio & lighting.
- MC & performance service.



MARKETING

- Campagne publicitaire pour nos clients
- Road show
- Stratégies commerciales adaptées



+257 65 800 014
+257 65 800 009

info@burundi-eco.com
www.burundi-eco.com

Chaussée d'Uvira,
Immeuble Hope Design



+257 65 800 014
+257 65 800 009

info@burundi-eco.com
www.burundi-eco.com

Chaussée d'Uvira,
Immeuble Hope Design